

## La voix de l'Opposition de gauche

PSA. Comment le POI fait le boulot de la direction en s'en remettant au gouvernement des capitalistes complice de la direction.

**6 juillet 2012**

La même politique d'allégeance au régime qu'en mai 1981.

Informations ouvrières n°207, page 7 - Titre : *“Il faut une décision politique”*, auteur de l'article dont je vous propose des extraits : Micheline Guillemette, comité de Tremblay du POI.

- *"Alors, comme le disent les ouvriers et certains responsables syndicaux, le nouveau gouvernement doit prendre ses responsabilités et empêcher le P-DG de fermer PSA Aulnay."*

- *"Une chose est sûre, nombreux sont ceux qui disent : « Il faut une décision politique. »"*

*Comme cet ouvrier, à la porte de l'usine, qui expliquait : « Mais alors à quoi cela sert-il de voter et de changer de gouvernement ? C'est inadmissible que le nouveau ministre ne réponde pas. »"*

Interview d'*Informations ouvrières*, Mohammed Khenniche, militant syndicaliste SUD à PSA Aulnay-sous-Bois (93) :

Question *"Et ne faudrait-il pas aussi que les organisations syndicales s'adressent solennellement à François Hollande et au ministre Montebourg, pour leur dire : « Prenez vos responsabilités pour le maintien du site avec tous ses emplois » ?"*

Réponse *"Quand nous disons dans notre tract : « L'unité doit se réaliser pour exiger que l'Etat et le gouvernement garantissent le maintien du site PSA Aulnay et de tous les emplois », est-ce que cela ne répond pas aux préoccupations des travailleurs ?"*

Absolument pas, puisqu'il s'agit d'un gouvernement des capitalistes. Vous aurez remarqué que c'est le POI qui lui suggère sa réponse, il roule ouvertement pour le gouvernement. Pourquoi se mobiliser s'il suffirait que le gouvernement prononce les mots sacrés pour obtenir satisfaction ? On a l'impression qu'ils font tout pour désarmer politiquement les ouvriers et empêcher que cette mobilisation ait lieu.

Communiqué des comités d'Aulnay-sous Bois et de Tremblay du POI. Extraits.

*"Les élections viennent d'avoir lieu.*

*Le président de la République, le gouvernement, la majorité de l'Assemblée nationale, la majorité du Sénat, tout comme la majorité du conseil général de Seine-Saint-Denis et l'immense majorité des députés de notre département appartiennent au Parti socialiste. Claude Bartolone, Gérard Ségura affirment leur opposition à la fermeture de l'usine et leur volonté d'agir dans le sens du maintien des emplois.*

*Une question est donc posée : celle de l'intervention immédiate des pouvoirs publics.*

*Si la direction de PSA refuse de renoncer à son plan, il revient au gouvernement d'intervenir et de peser de tout son poids pour apporter la garantie du maintien du site et de tous les emplois. C'est au gouvernement qu'il revient d'interdire à PSA de sacrifier la vie de milliers d'ouvriers et de leurs familles. Il nous semble que les élus du département, Gérard Ségura et Claude Bartolone en tête, ont le devoir d'intervenir en direction du gouvernement pour faire prévaloir cette position (...).*

*L'unité doit se réaliser pour exiger que l'Etat et le gouvernement garantissent le maintien du site PSA Aulnay et de tous les emplois."*

L'orientation de cet appel à l'unité ne peut que diviser les travailleurs entre ceux qui attendent quelque chose du gouvernement et ceux qui n'en attendent rien.

Un appel à l'unité sur une base pourrie est pire que pas d'appel du tout. Au passage, vous avez là la signification politique de la stratégie du front unique mis en oeuvre sans discontinuité par les dirigeants du POI, ex-PT, ex-PCI, ex-OCI, que je n'ai de cesse de dénoncer comme incompatible avec la conception de la lutte de classe définie et défendue par les marxistes.

Ensuite, c'est un leurre, une illusion criminelle que de prétendre que le gouvernement pourrait interdire à une entreprise privée de mettre en oeuvre la politique qu'elle a définie, Sapin l'a confirmé dernièrement pour bien montrer aux différents protagonistes dans quel camp il se situait, celui de la direction de PSA qui doit conserver les mains libres pour agir à sa guise, et que les travailleurs ne devaient avoir aucune illusion dans le gouvernement, qui n'est pas le leur mais celui des patrons et des riches actionnaires.

Partant de là persister à s'en remettre au gouvernement pour empêcher la fermeture de l'usine d'Aulnay, c'est interdire aux travailleurs de PSA de trouver la voie qui leur permettrait de définir une politique indépendante à la fois de la direction de PSA et du gouvernement qui en est le complice, c'est les mener dans une impasse ou les livrer à leurs bourreaux, les trahir.

Un syndicat même minoritaire se doit de lancer le mot d'ordre de grève générale illimitée avec occupation et constitution d'un comité de grève élu jusqu'au retrait définitif du projet de fermeture de cette usine, parce que c'est le seul moyen à même d'obtenir satisfaction dès lors que la majorité des ouvriers se mobiliseraient. Quant aux syndicats qui rejetteraient cet appel, ils porteraient la responsabilité de faire échouer cette mobilisation, donc favoriseraient la fermeture de l'usine. Voilà de quelle manière il devrait s'adresser aux travailleurs de PSA.

Comment cela se traduirait concrètement, c'est facile.

Il fait le tour de l'usine pour jauger de l'état d'esprit des ouvriers. Ensuite il leur présente sa tactique et sa stratégie, tout en leur précisant et c'est très important, qu'il est déterminé à aller jusqu'au bout. Soit on arrête tout jusqu'à ce que la direction cède, ce qui est possible, elle en a les moyens, soit on se dit que c'est foutu d'avance et c'est le chômage, notre vie est foutue. Vous décidez quoi ?

Et les autres syndicats qui ne suivent pas ? Ce n'est pas un problème insurmontable. Si on se met tous en grève et qu'on occupe l'usine, ils seront obligés de suivre. Qui d'entre nous a envie de se retrouver au chômage sachant qu'il y a 5 millions de chômeurs ou plus dans le pays, aucun d'entre nous que l'on soit encarté à la CGT, à FO, à Sud, etc. Qui va faire bouillir la marmite à notre place nous demain si nous perdons notre boulot ? Personne. C'est maintenant ou jamais qu'il faut se mobiliser.

Il pourrait aussi s'adresser aux ouvriers et aux syndicats des autres usines du groupe pour qu'ils les soutiennent ou entrent à leur tour en grève. De la même manière il pourrait demander le soutien des partis ouvriers sur cette base, mais en aucun cas s'adresser au gouvernement dont il n'a rien à attendre.

Le POI confirme ainsi de façon magistrale sa politique droitère subordonnée aux appareils pourris des syndicats, à ceux du PS et du PCF, au gouvernement capitaliste, finalement au régime en place qu'il soutient.